

53^e RENCONTRE DU CRIPS ÎLE-DE-FRANCE*

HOMOSEXUALITÉS AU TEMPS DU SIDA, TENSIONS SOCIALES ET IDENTITAIRES

FRANCE LERT, DIRECTEUR DE RECHERCHE, INSERM

Homosexualités au temps du sida, édité en partenariat par le Crips et l'ANRS, réunit un ensemble de textes originaux retraçant l'histoire de la communauté homosexuelle dans sa confrontation au virus du sida. À travers ces travaux de différents chercheurs, nous avons voulu comprendre comment se sont construites les stratégies de prévention et comment l'évolution du statut de l'homosexualité au sein de la société française les a transformées.

Pourquoi écrire un tel ouvrage, plus de 20 ans après le début de l'épidémie ? Nous sommes probablement arrivés à un moment où l'histoire du sida et celle de l'homosexualité, jusque-là étroitement liées, sont en train de se dissocier, l'homosexualité étant sans doute parvenue à une certaine forme de reconnaissance sociale. La problématique de la prévention est en train de changer. Nous nous devons de proposer des hypothèses pour de nouvelles actions de prévention, destinées notamment aux personnes vivant avec le virus, mais aussi, plus largement, à tous ceux qui peuvent être aujourd'hui exposés : les jeunes, les migrants, les bisexuels ou homosexuels occasionnels.

ANIMATEUR : FABRICE CLOUZEAU, SIDA INFO SERVICE

En 1993, dans son livre *Résister ou disparaître : les homosexuels face au sida*, Franck Arnal écrivait : « Considérer l'homosexualité comme un fait social comme un autre, inscrit dans le temps et l'espace en fonction de données socioculturelles contingentes, n'est pas encore une conception répandue. Aujourd'hui encore, malgré le sida et la médiatisation du vécu homosexuel, il est difficile, même dans nos démocraties occidentales, de s'abstraire de l'opprobre et de la stigmatisation portées envers les homosexuels et l'homosexualité. (...) Comprendre la situation objective du fait homosexuel à l'avènement du sida demande la prise en compte des différentes

* du 27 novembre 2003

Les rencontres du Crips sont organisées avec le soutien de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France.

Contentons
nous
de faire
réfléchir
n'essayons pas
de convaincre
Georges Braque



Centre
Régional
d'Information
et de Prévention
du Sida

Ile-de-France

Tour Maine-Montparnasse
BP53 /
75755 Paris cedex 15
tél 01 56 80 33 33
fax 01 56 80 33 00
www.lecrrips.net
e-mail : info @ lecrrips.net

ouvert au public

du **mardi**
au **vendredi**
de **13h à 19h**
le **samedi**
de **10h à 17h**

Région  **Île-de-France**



PREFECTURE DE LA REGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

forces historiques, sociales, idéologiques, politiques et médicales, qui concourent à la définition d'un comportement sexuel envisagé comme révélateur d'une identité, comme structurant une personnalité, un être défini par rapport à une langue. »

Dix ans après, c'est cette complexité, cet enchevêtrement de causes, qu'il nous faut éclairer, pour mieux comprendre comment se positionnent les homosexuels – les homosexualités, pourrions-nous dire – après deux décennies d'épidémie.

I. RECONNAISSANCE SOCIALE ET TENSIONS INTIMES

PIERRE-OLIVIER DE BUSSCHER, COAUTEUR DE « LA CRISE DE LA NORMALISATION : EXPÉRIENCE ET CONDITION SOCIALE DE L'HOMOSEXUALITÉ EN FRANCE », AVEC CHRISTOPHE BROQUA

Nous avons comparé, méthodiquement, un certain nombre d'indicateurs récurrents, pour déceler les transformations de l'identité homosexuelle en France. La Gay Pride de 1990 réunit timidement 1 000 personnes et s'achève par un « *die-in* » (tous les manifestants s'allongent) organisé par Act Up. En 2000, entre 200 000 et 500 000 participants se réunissent pour faire la fête, et le contexte militant n'est plus au premier plan. *Idem* pour les commerces, quasi inexistantes en 1990 et qui se multiplient avec la plus grande diversité en 2000. Les associations connaissent également un succès croissant au cours de la décennie : non seulement elles se sont multipliées, mais elles se sont organisées, fédérées, et constituent désormais un réseau sans lequel il est difficile de compter.

La situation a également évolué au sein de l'opinion. Aujourd'hui, par exemple, 77 % des Français se disent favorables au droit des couples homosexuels à hériter l'un de l'autre. Cette mutation de l'opinion suit celle de la loi, qui, de l'abrogation en 1981 de l'article discriminatoire sur la majorité sexuelle (passant de 18 à 15 ans pour les rapports entre personnes de même sexe, à l'égal des hétérosexuels) à l'adoption du pacs en 1999, tente de normaliser l'homosexualité. Les *coming out* publics, tellement prisés depuis 1998, en sont sans doute un bon reflet : Laurent Ruquier, Amélie Moresmo, Bertrand Delanoë, et, plus médiatiques encore, ceux des gagnants du Loft et de Star Academy, Thomas et Anne-Laure. Autant de publicité faite à l'homosexualité qui semble peu à peu se fondre dans la norme.

Si visible soit-elle, cette homosexualité « intégrée » ne doit pas faire oublier les slogans proclamant « les pédés au bûcher », entendus lors de manifestations anti-pacs ou les difficultés majeures que les jeunes homosexuels rencontrent encore lorsqu'il s'agit, aujourd'hui plus que

jamais, de s'assumer publiquement et une bonne fois « homo ». Alors que la stratégie du « *don't ask, don't tell* » permettait aux indécis, jeunes ou moins jeunes, de préserver leur intimité, l'extrême publicité du débat les expose désormais à plus de violence indirecte. En clair, si un jeune homme qui est en train de découvrir secrètement son homosexualité, entend son père dire « on ferait mieux de les mettre au four » en voyant la Gay Pride à la télé, il subit une violence induite par la visibilité même du phénomène, que revendiquent pourtant les homosexuels.

Le pacs n'est pas non plus totalement univoque. De bon augure, il n'en reste pas moins une réponse étatique et sanitaire à l'épidémie de sida. Il vise à favoriser le couple stable, mais en lui octroyant une sous-conjugalité, sorte d'union de bas niveau pour personnes bénéficiant d'un statut à part.

Enfin, de plus en plus d'enquêtes mettent en lumière une réalité crainte de longue date : celle du *relapse*, du relâchement de la prévention et du refus des messages institutionnels. Il y a donc, vraisemblablement, une résistance au sein de la communauté gay, une partie qui ne « suit » pas, à qui ne bénéficie pas cette normalisation – pire, qui en souffre sans doute, comme une exclusion supplémentaire : non seulement ils ne sont pas hétéros, mais en plus ce ne sont pas des homos « normaux ».

L'homogénéisation et la publicité d'une certaine identité gay ne doit donc pas faire oublier la diversité des orientations sexuelles et les exclusions qu'elles entraînent. Certes, l'image de l'homosexualité s'est considérablement améliorée au cours des dix dernières années ; c'est nettement moins vrai pour les homosexuels eux-mêmes, surtout quand ils sont en marge de la communauté.

JEAN-MARIE FIRDION, COAUTEUR DE « SUICIDE ET TENTATIVE DE SUICIDE PARMIS LES PERSONNES À ORIENTATION HOMO/BISEXUELLE », AVEC ÉRIC VERDIER

L'intervention de Pierre-Olivier de Busscher, à l'instar de nombreuses recherches sur le milieu gay, vient souligner l'extrême fragilité dans laquelle peuvent se retrouver certains homosexuels, jusqu'à une détresse grave, pouvant les conduire au suicide. Nous avons fait un survol rapide de la littérature internationale récente sur le risque du suicide chez les homos et bisexuels puis mis en regard les observations que nous avons réalisées auprès d'une douzaine de gays et lesbiennes, lors d'entretiens qualitatifs.

Le suicide des jeunes est un problème grave dans notre société. S'il est un acte de libre arbitre, il n'en demeure pas moins un révélateur de mal-être social. Or le suicide constitue aujourd'hui en France la première cause de mortalité chez les 25-34 ans, et la deuxième – après les accidents de la voie publique – chez les 18-24 ans. Afin d'étudier le phénomène, chercheurs et acteurs publics se sont penchés sur les facteurs sociaux et environnemen-

taux associés aux tentatives de suicide (on sait que plus de 50 % des personnes qui se suicident ont déjà fait une tentative). Parmi ces composantes sociologiques de l'exposition au risque suicidaire, l'homosexualité devait être l'objet d'une étude à part entière. Plus de 6 % des adolescents reconnaissent en effet avoir une attirance pour une personne du même sexe, ce qui représente en moyenne une à deux personnes par classe de trente élèves.

Malgré l'importance de ces proportions, nous ne disposons, en France, d'aucune étude scientifique valable sur le risque suicidaire encouru par les jeunes homosexuels. Il faut donc faire appel à des enquêtes américaines [23, 42, 14, 30], portant sur des échantillons probabilistes représentatifs de la population générale. Or ces études montrent que, chez les sujets masculins, l'orientation de type homo/bisexuelle est associée de manière significative aux tentatives de suicide. Ainsi, ils ont 4 à 7 fois plus de risques d'avoir fait une tentative de suicide que les hétérosexuels du même âge, de même statut social, etc. Dans le cas des jeunes filles et des femmes bisexuelles et homosexuelles, elles présentent 40 % de risques supplémentaires par rapport aux femmes exclusivement hétérosexuelles.

Les premières hypothèses pour expliquer cette corrélation entre le risque suicidaire et l'orientation sexuelle ont proposé un raisonnement simpliste qui s'est vite révélé inopérant : il était en effet tentant de voir dans ces deux formes de « déviance » les conséquences d'une même faiblesse psychologique originelle. Or on ne peut plus aujourd'hui laisser de côté les difficultés et les violences subies par de jeunes homosexuels en mal de socialisation, et les étudier comme causes potentielles de leur douleur de vivre.

Les entretiens que nous avons réalisés auprès d'une douzaine de jeunes gays français nous ont montré que ces personnes avaient souffert de rester – pour des raisons essentiellement économiques – tard chez leurs parents, tout en cachant leur homosexualité (on sait que les « premières fois » des adolescents ont presque toujours lieu sous le toit familial). D'autre part, chez les jeunes, le contrepoids à la famille est souvent opéré par un groupe de pairs et d'aînés. Là encore, difficile pour un jeune homme en train de découvrir son homosexualité, de se reconnaître dans la « bande » virile qui s'affirme en affichant ce qu'ils ont de plus masculin (« on n'est pas des pédés »). Cette difficulté à s'émanciper dans le cadre familial et parafamilial se retrouve pour les filles homosexuelles, obligées de renoncer au prince charmant, et, plus grave encore, à la maternité que tout le monde leur promet.

Au-delà de ces entraves liées à la structure familiale « classique », il faut ajouter les attaques constantes d'une homophobie latente, qui, si elle n'explique pas à elle seule les tentatives de suicide des adolescents homos ou bisexuels, peuvent venir aggraver considérablement leur sentiment d'exclusion.

Les causes du recours au suicide chez les jeunes homosexuels sont donc multiples, et nécessiteraient des études spécifiques pour être mieux élucidées. Au stade actuel de nos connaissances, on ne peut que s'alarmer de l'importance du phénomène, trop souvent sous-estimé.

**BRIGITTE LHOMOND, COAUTEUR DE
« ORIENTATION SEXUELLE, VIOLENCES CONTRE
LES FEMMES ET SANTÉ : RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES VIOLENCES
ENVERS LES FEMMES EN FRANCE »,
AVEC MARIE-JOSÈPHE SAUREL-CUBIZOLLES**

L'Enveff (Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France) dépasse largement le cadre de la sexualité. Commandée et financée par le secrétariat d'État au droit des femmes et l'ANRS, cette étude a permis de recueillir le témoignage de 6 970 femmes âgées de 20 à 55 ans. Quelques questions seulement concernaient la sexualité.

Sur près de 7 000 femmes interrogées, 4 % ont déclaré avoir déjà eu de l'attirance pour une femme, et 1 % avoir déjà eu des relations homosexuelles (78 réponses). S'ils ne sont pas négligeables, ces chiffres ne sont donc pas très élevés. Toutes les femmes qui reconnaissent avoir eu une attirance ou une relation homosexuelle avaient déjà eu des relations sexuelles avec des hommes. On ne peut donc pas les enfermer dans une catégorie « lesbienne » exclusivement homosexuelle.

Elles sont le plus souvent célibataires ou en couple non cohabitant au moment de l'enquête, sans enfant, avec un niveau d'étude élevé, un poste de cadre, vivant en région parisienne. Elles ont commencé leur vie sexuelle près de deux ans plus tôt que les femmes exclusivement hétérosexuelles, la plupart du temps avec un homme, et le nombre de partenaires au cours de la vie est plus élevé. Elles fument plus que les autres femmes, consomment plus d'alcool, et surtout plus de cannabis : 64 % contre 11 % chez les autres femmes.

En ce qui concerne les violences (gifles, coups, tentatives de meurtre), au cours des 12 derniers mois, 22 % ont été victimes d'agressions physiques contre 4 % des autres femmes (42 % vs 17 % au cours de la vie). Elles sont également plus souvent victimes d'agressions sexuelles (attouchements forcés, tentatives de viol et viol) : 25 %, pour 11 % chez les autres femmes. Dernier constat : les niveaux de détresse psychologique et de stress sont assez proches, même si les femmes ayant une attirance homosexuelle consomment plus de médicaments psychotropes dans l'année, consultent plus souvent psychiatres ou psychanalystes, et enfin déclarent plus de tentatives de suicide (25 % contre 6 % chez les autres femmes).

Si l'étude permet donc une bonne visibilité des phénomènes liés à l'attirance homosexuelle chez certaines femmes, elle n'en fournit cependant pas les causes. Il n'est par exemple pas possible d'établir une chronologie entre les différents comportements : expériences sexuelles,

usages de substances psychotropes, violences subies, etc. Le tout semble former un ensemble de comportements déviants, sans qu'il soit possible de retrouver des enchaînements de cause à effet ou des événements évidemment déclencheurs.

QUESTIONS DE LA SALLE

M. SIDERIS, HISTORIEN, ACT UP-PARIS

Les éditeurs n'ont pas réalisé de véritable travail historique dans cet ouvrage et c'est dommage. L'histoire et la mémoire homosexuelles sont peu à peu reconnues, et on peut aujourd'hui avoir un débat scientifique sur ces questions, y compris au sein de l'université. C'est une grande avancée, que vous n'avez ni exploitée, ni soulignée. Par ailleurs, contrairement à ce que semble dire Pierre-Olivier de Busscher, l'homophobie n'a pas progressé. La tolérance a énormément gagné. En revanche personne n'a encore soumis l'homophobie à une analyse de classes. Si elle s'est effectivement atténuée, dans ses manifestations, au sein de la bourgeoisie, elle reste tenace en banlieue. Ici on manque d'outils, de méthodes, et rien n'est fait.

PIERRE-OLIVIER DE BUSSCHER

L'homophobie ne s'est pas accrue : elle s'est déplacée, elle s'exprime différemment. Elle s'est radicalisée chez un certain nombre, et la rupture avec la stratégie du « *don't ask, don't tell* » a exposé les homosexuels. On ne peut bien sûr pas considérer le mouvement homosexuel sous un seul angle, à travers une seule approche : il y a des spécificités propres à l'après-guerre, aux années 70, aux années 80... Cependant, de plus en plus, un même processus de normalisation de l'homosexualité semble prôner une vision idéale, parfaite, et continuellement relayée par les médias depuis les années 90, qui entraîne un rejet de la marge, des minorités, de ceux qui sont un peu *borderline*. Effectivement, le terme d'homophobie est peut-être impropre, dans la mesure où il s'agit d'un phénomène qui émane aussi des homosexuels eux-mêmes.

RENÉ PAUL LERATON, LIGNE AZUR, SIDA INFO SERVICE

Il faudrait être naïf – ou très optimiste – pour se dire que des siècles de haine vont perdre de leur influence en quelques mois ou en quelques années. Robert Badinter, lors d'une intervention à l'Institut de Sciences Politiques, rappelait ainsi qu'il y a toujours une immense majorité de pays dans le monde où l'homosexualité est punie de mort ! Pays dans lesquels la situation du droit des femmes est d'ailleurs aussi souvent très mauvaise... En France, on peut dire que l'expression de l'homophobie a changé, mais pas l'homophobie elle-même. Elle est simplement devenue une opinion, un peu comme les propos racistes ou antisémites tenus par des militants FN ne sont que des « opinions » !

FABRICE CLOUZEAU, SIS

On peut aussi poser la question au sujet du pacs : n'est-il pas une reconnaissance sociale de l'infériorité de la relation homosexuelle ? À la lecture du texte de Pierre-Olivier de Busscher et Christophe Broqua, on peut aussi se demander si le couple reconnu « idéal », calqué sur le modèle hétérosexuel, n'est pas précisément anti-homo. La notion même de couple n'est-elle pas complètement inopérante pour parler de la relation homosexuelle, obligeant les homosexuels à se fondre dans un moule et à oublier leur véritable identité ?

PHAN HOANG, PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE GAY ET LESBIENNE ET DU CONSERVATOIRE DES ARCHIVES ET DE LA MÉMOIRE HOMOSEXUELLE

À regarder les petites annonces de rencontre et le courrier des lecteurs de certains magazines spécialisés, une véritable misère sexuelle subsiste chez les homosexuels de province et de banlieue, qui rêvent tous du couple gay parisien branché. Mais la situation n'a pas tellement changé pour eux, et le sida n'a rien arrangé. On peut même se demander dans quelle mesure une certaine classe gay bourgeoise citadine n'a pas abandonné le reste de la communauté, pour l'exploiter à coup de minitel rose et autres mécaniques commerciales, qui rémunèrent autant qu'elles frustrerent...

CHRISTOPHE MARTET, MAGAZINE *TÊTU*, MILITANT À ACT UP

Pour revenir sur l'enquête des femmes, il est intéressant de constater que, de la même manière qu'on ne peut pas dire qu'elles sont homosexuelles, lesbiennes ou bisexuelles, on ne peut pas non plus dire qu'elles sont hétérosexuelles : aucune catégorie ne leur correspond donc.

BRIGITTE LHOMOND

Effectivement, le travail quantitatif de classement par groupes que nous effectuons ne fait pas dans le détail. Il repose sur la trilogie classique de l'attraction, des pratiques, et de l'autodéfinition – sans que ce dernier volet ne soit jamais proposé dans les enquêtes en France. Savoir comment on se considère, soi-même, quand on a de temps en temps une expérience avec une personne du même sexe, reste une sérieuse inconnue. Il faudrait y remédier pour mieux pouvoir cibler les campagnes de prévention, et ne pas risquer d'enfermer le public que nous visons dans une catégorie statistique qui recouvre mal la réalité.

II. STYLE DE VIE, PRATIQUES SEXUELLES ET ATTITUDES DE PRÉVENTION

MARIE-ANGE SCHILTZ ET MARIE JAUFFRET-ROUSTIDE, COAUTEURS DE « LES ÉVOLUTIONS DES COMPORTEMENTS SEXUELS ET LES MODES DE VIE À TRAVERS LES ENQUÊTES RÉALISÉES DANS LA PRESSE GAY EN FRANCE (1985-2000) », AVEC MICHAEL BOCHOW ET ALICE MICHEL

Les Enquêtes Presse Gay, dont l'idée est née chez Michael Pollak en 1984, ont couvert 15 ans d'épidémie de sida, de 1985 à 2000, à travers 10 séries de questions diffusées d'abord par *Gay Pied*, puis peu à peu par d'autres revues homosexuelles. Le succès de ces enquêtes a été croissant, puisque de 1 000 réponses en 1985, on passe à plus de 5 000 en 2000. D'abord pris en charge par l'AFLS et confié au CNRS, ce travail est désormais financé par l'ANRS et réalisé par l'INVS.

Le principe de diffusion de ces enquêtes conduit à recueillir des échantillons de volontaires, homosexuels affirmés, parisiens pour presque la moitié. Ils sont de plus en plus nombreux à se revendiquer comme gays (9/10 en 2000, contre 3/4 en 1985). Le nombre élevé de réponses permet de cerner de mieux en mieux une homosexualité jusque-là plus difficile à identifier : celle de province ou de banlieue, des jeunes, des migrants...

La plupart des répondants sont sexuellement actifs et participent à la drague homosexuelle. Seuls ou en couple, ils sont souvent multipartenaires, et la proportion d'hommes célibataires au moment de l'enquête a toujours approché les 50 %, jamais plus. Cette tendance semble confirmée par les statistiques anglaises ou allemandes par exemple, qui révèlent également que les gays sont occasionnellement en couple, le plus souvent sans cohabitation, et pour une période limitée, sans impératif de fidélité.

Parmi les multiples indicateurs que nous mesurons, celui du recours au dépistage est particulièrement significatif. Dès 1986, les enquêtes révèlent que les homosexuels se sont emparés du test et ont cherché à connaître leur statut sérologique. Ainsi, dès la première année, plus du tiers y ont eu recours – les 2/3 l'année suivante. Quand, en 1987, les préservatifs sont enfin en vente libre, et qu'apparaissent les premières campagnes publiques de prévention, le *safer sex* semble déjà largement implanté. En 1988, alors que l'épidémie fait des ravages, les enquêtes montrent une stabilisation à un niveau élevé de *safer sex* – malheureusement insuffisant pour enrayer la contamination. En 2000, 40 % des répondants avaient pratiqué un test au cours des 6 derniers mois.

La prévalence du VIH a toujours été importante dans cet échantillon, puisque 15 % se déclarent infectés – plus de 750 personnes, donc. Les IST sont également fréquemment signalées : 5 % déclarent en avoir contracté une dans l'année. Les hommes vivant à Paris, âgés de 35-40 ans,

les plus impliqués dans le multipartenariat, sont les plus touchés. Le nombre d'IST croît avec le nombre de partenaires et dépend du statut sérologique : 6 % des non-testés déclarent des IST, contre 30 % d'hommes séro-positifs.

Enfin, les enquêtes montrent clairement, à partir de 1991, un relâchement des pratiques de prévention et l'abandon progressif du *safer sex*. Le nombre de partenaires augmente et la distinction, dans les pratiques sexuelles, entre partenaire stable et partenaire occasionnel, s'amenuise. En 1996, avec l'arrivée des nouvelles thérapies, les enquêtes attestent un nouveau *relapse*, surtout chez les jeunes, les multipartenaires et les séro-positifs. De manière générale, les hommes qui, aux frontières de la communauté, ne se définissent pas comme homos, ont plus de mal à adopter le *safer sex*.

Les Enquêtes Presse Gay apportent une quantité considérable d'informations, qui ont permis de mesurer l'impact de l'épidémie de sida sur les homosexuels, d'évaluer le temps de réaction de la communauté et ses évolutions au cours des 15 dernières années. Un tel outil ne devait pas être abandonné – mieux, il doit s'adapter, pour garder toute son efficacité.

**MARIE JAUFFRET-ROUSTIDE, INVS
LES ENQUÊTES PRESSE GAY VONT DEVOIR
EXPLORER DE NOUVELLES PISTES**

Première problématique émergente : le *relapse* et l'augmentation des comportements à risques chez les personnes séropositives. Une enquête spécifique aux personnes atteintes doit être menée, pour mieux comprendre le rejet de la prévention chez certaines d'entre elles.

Deuxième axe de recherche : le mal-être des homosexuels. Peu d'études abordent cette question en France, contrairement aux États-Unis ou au Canada, où des enquêtes montrent que les jeunes qui ne parviennent pas à assumer leur sexualité courent plus de risques face au VIH. Une étude sur ce thème a déjà été planifiée pour 2004. Troisième point que les Enquêtes Presse Gay doivent élucider : le recours au dépistage a-t-il diminué depuis la notification obligatoire ? Les protocoles de traitements prophylactiques post-exposition sont-ils suivis ? Le dernier point enfin n'est pas des moindres : qu'en est-il de l'utilisation de substances psychoactives par les homosexuels ? Est-elle en lien avec la prise de risques sexuels ? On observe d'ailleurs dans la littérature des usages propres aux homosexuels : substances stimulantes, contexte festif, peu d'injections, faible recours aux opiacés. Les contextes et motivations de ces usages, pour oublier le risque, stimuler le désir et accroître le plaisir restent à comprendre.

QUESTIONS DE LA SALLE

FABRICE CLOUZEAU

On lit sous la plume de Christophe Martet, dans *Têtu*, qu'il faut concentrer les messages de prévention sur les personnes séronégatives. Par ailleurs personne ne sait trop comment s'adresser aux personnes séropositives, comment leur parler et les faire parler de leurs pratiques sexuelles...

CATHERINE BRETON, PSYCHANALYSTE ET MÉDECIN

Au cours des analyses, certains patients séropositifs interrogent leur refus de la prévention. Ils veulent comprendre pourquoi ce décalage entre un discours militant « y'a qu'à, faut que » et leur propre prise de risque. Tout d'abord, sans rentrer dans le détail, le sperme, le fait de recevoir du sperme, peut participer d'un désir d'être marqué par l'autre, dans un équivalent de fécondation. Ils décrivent également une sexualité complètement personnelle – parfois addictive – et qui nie l'autre, l'altérité. Dans l'autre, chez l'autre, il n'y a que le sexe, et la réassurance de leur propre sexe, fondamentale et identitaire.

Au-delà de la sexualité entre hommes, il faut également veiller à ne pas laisser de côté une prise de risque spécifiquement humaine, qui ne s'expliquerait pas par une rationalité consciente, et qui se traduit par une attirance irréprensible de ce qui présente une issue inconnue, potentiellement dangereuse.

CHRISTOPHE MARTET

Peut-être faut-il aussi sortir de ces catégories séropositif / séronégatif. Aujourd'hui, beaucoup de gays découvrent encore leur séropositivité en même temps que leur sida, et toujours trop peu ont recours au dépistage. Comment qualifier cette catégorie d'hommes, non dépistés, qui sont peut-être séropositifs, peut-être séronégatifs ? Quelles actions leur proposer ? Comment se fait-il que des gens, en France, puissent encore laisser passer dix ans entre le moment où ils sont contaminés et le moment où ils développent la maladie, sans jamais se demander où ils en sont par rapport au sida ?

PHAN HOANG

Attention en effet à ce groupe qui refuse de se faire dépister, qui se jure « testé séronégatif » et abandonne un peu vite les réflexes de prévention.

UN PARTICIPANT

Je souhaite revenir sur les Enquêtes Presse Gay. Est-on sûr que l'on disposera de moyens suffisants pour analyser les prochaines données recueillies, et faire en sorte qu'elles servent vraiment à des stratégies de prévention ?

MARIE JAUFFRET-ROUSTIDE

Annie Velter (INVS) va travailler avec plus de moyens que lors des précédentes enquêtes. Un comité scientifique suivra l'ensemble de l'enquête, du déroulement aux phases d'analyse, et s'attachera à une coordination accrue avec les associations.

OLIVIER JABLONSKI, ACT UP-PARIS

Peut-être faudrait-il aussi se pencher un peu plus sérieusement sur les nouvelles populations qui débarquent dans le milieu gay : quels messages pour les Nord-Africains des soirées « total beur » au Dépôt ? Quelles stratégies pour les Africains ou Antillais qui sont très touchés par le virus ?

MARIE-ANGE SCHILTZ

Les Enquêtes Presse Gay portent sur un échantillon qui ne couvre pas cette population. En revanche il est prévu de développer des collaborations avec des psychologues extérieurs à l'INVS, dans une perspective d'étude plus qualitative. Mais, dans le travail quantitatif que nous effectuons actuellement, rien n'est malheureusement prévu de ce côté-là au sein de l'INVS.

FRANCE LERT

Rappelons cependant qu'il existe déjà des actions de prévention à destination des populations de ces bars, notamment *via* les commerçants qui les exploitent. D'autre part, les Enquêtes Presse Gay – que l'ANRS continue de soutenir – seront complétées par l'enquête Vespa, qui vient de s'achever et recense 1 000 homosexuels séropositifs. Cette étude apportera de nombreuses données, et, croisée à l'Enquête Presse Gay, aux données épidémiologiques et à celles des CDAG, fournira des bases solides pour comprendre et améliorer les attitudes de la prévention !

UN INTERVENANT MAGHRÉBIN

Attention à la stigmatisation ! Les gens qui viennent du Maghreb n'arrivent pas en France pour sortir et baiser en toute insouciance par rapport au sida ! La prévention existe aussi en Afrique du nord, elle est d'ailleurs parfois très directe et visible – n'oublions pas que la presse maghrébine est pour l'essentiel une presse d'État, qui répercute sans discernement les messages du gouvernement.

FABRICE CLOUZEAU

En France, les campagnes de prévention sont toutes un peu fleur bleue... Est-ce que le fait de poser comme postulat que « ma vie gay, ce sont mes amours et mes amis » ne destine pas les messages qu'à une infime partie de la cible ?

FRANCE LERT

C'est faux ! Les campagnes de prévention ne parlent pas d'amour. Elles parlent de sexe, de risque et de dépistage ! Et quand on met des préservatifs à disposition des gays dans les lieux de rencontres, il n'est toujours pas ques-

tion d'amour. Un gros travail a été fait pour identifier les déterminants des comportements de prévention, il ne faut pas caricaturer l'esprit des campagnes. On peut tenir compte de la complexité humaine dans les actions de prévention, mais il n'est pas besoin d'avoir recours à un psy pour savoir utiliser un préservatif ! Les informations, le dépistage, les préservatifs à portée de main, à bas prix, c'est là l'essentiel.

FABRICE CLOUZEAU

De toute évidence nous n'avons pas la même vision de la sexualité gay et c'est légitime. Il n'en reste pas moins que le *relapse*, le *bareback*, obligent à délivrer de nouveaux messages aux personnes séronégatives pour les inciter à rester très vigilantes. Et la capote ne résout pas tout. Les homosexuels parisiens, par exemple, savent très bien que certains hommes s'affirment « séronégatifs » alors qu'ils ne le sont pas. Cette réalité, si désagréable soit-elle, ne peut être balayée d'un revers de la main.

MARIE-ANGE SCHILTZ

Effectivement, on a toujours fait porter aux personnes séronégatives le soin de se protéger. On sait pourtant que les choses ne sont pas si simples, que bien peu d'hommes prennent la peine de discuter ouvertement de leur charge virale avant de disparaître dans les *backrooms*.

PHAN HOANG

On voit d'ailleurs apparaître un phénomène nouveau, et qui risque de s'accroître avec le tout-répressif qui caractérise notre époque : les plaintes pour contamination par des personnes qui s'étaient annoncées comme séronégatives. Aucune jurisprudence n'existe encore en France : la question mérite d'autant plus d'être posée !

CHRISTOPHE MARTET

Avec plus de 120 000 personnes séropositives en France, il est clair qu'il va falloir concevoir des messages spécifiques !

THIERRY TROUSSIER, CHARGÉ DE MISSION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

Depuis 1999, et à une exception près seulement, nous n'avons jamais distingué, dans nos campagnes de prévention, les personnes séronégatives des personnes séropositives. À l'inverse, nous veillons à n'exclure ni les uns ni les autres, en nous adressant à l'ensemble de la communauté des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. Du reste, la seule exception à cette règle – une campagne présentant deux hommes, l'un séropositif l'autre séronégatif, qui disaient « je ne passerai pas le sida, je n'attraperai pas le sida » – ne nous a pas incité à continuer sur cette voie : elle a reçu un très mauvais accueil de la part des associations homosexuelles. Il est donc étonnant d'entendre, présenté comme une évidence, que les campagnes « oublient » trop souvent de s'adresser aux personnes séropositives.

Deuxième point, il est important de rappeler, comme l'a fait France Lert, que le seul objectif de nos prises de parole est d'encourager le réflexe de prévention. Ni l'émotion ni l'amour n'interviennent dans les campagnes de l'État. Nos actions visent à induire des pratiques plus sûres, plus efficaces, pour se protéger du virus. Ainsi, en 2004 seront mises en place des consultations dans les circuits de soin ou dans les associations pour les personnes séropositives de toutes origines, dont on espère qu'elles vont permettre de répondre au cas par cas, au plus près des problèmes qui se posent effectivement. Il faut enfin, comme cela a été dit plus haut, cesser de scinder la population homosexuelle en deux catégories, l'une séropositive, l'autre séronégative. 40 % des hommes homosexuels disent qu'ils ne connaissent pas exactement leur statut par rapport au VIH. Il faudra donc certainement envisager pour 2004 de mener, non pas tant des campagnes de promotion du préservatif, que des actions d'incitation au dépistage.

III. 20 ANS DE PRÉVENTION, OÙ EN EST-ON ?

PIERRE-OLIVIER DE BUSSCHER, AUTEUR DE « SAISIR L'INSAISSISSABLE : LES STRATÉGIES DE PRÉVENTION DU SIDA AUPRÈS DES HOMOSEXUELS ET BISEXUELS MASCULINS EN FRANCE (1984-2002) »

Nous avons essayé dans cet article de dresser le bilan de vingt années de prévention à l'intention des homosexuels. Cette histoire des stratégies de prévention s'organise en plusieurs phases.

La première, dans les années 80, est une phase de prévention strictement communautaire. En dehors d'une unique campagne de l'AFLS diffusée dans les grands quotidiens nationaux, la prévention n'utilise que les canaux et les relais communautaires, déjà largement structurés, pour toucher la population homosexuelle masculine. Il s'agit surtout d'initiatives privées, émanant d'associations telles que l'AMG, Vaincre le sida en 1982-83, ou encore Aides, créée en 1984, et dont la première brochure est encartée dans *Gay Pied*. Cette première phase de l'histoire de la prévention à destination des gays repose donc sur l'idée que la population homosexuelle masculine est homogène et captive, et que les associations et la presse homosexuelles sont représentatives de l'ensemble des personnes ayant des pratiques homosexuelles.

Les deux phases qui se succèdent ensuite, à la jonction des années 80-90, vont concerner deux types de populations.

D'une part, grâce aux premières études et aux premières actions menées sur le terrain, on prend conscience qu'il existe une autre catégorie d'homosexuels que celle déjà

connue, à la fois plus jeunes et plus vieux, avec un niveau socio-économique relativement faible, et qui se définissent comme bisexuels voire hétérosexuels. Cette catégorie pose un problème en terme de prévention puisqu'elle ne constitue une « population », en termes statistiques, que du point de vue des pratiques sexuelles. Il n'existe donc pas de relais médiatiques communautaires et on ne peut trouver que de rares territoires communs, investis bien souvent de manière semi-clandestine dans le but d'avoir des rapports sexuels. Difficile donc de toucher cette population par une communication ciblée, sauf à faire en sorte qu'elle s'approprie son identité gay. C'est ce que va tenter de faire l'AFLS, notamment auprès des jeunes homosexuels en marge de la communauté.

D'autre part, au cœur de la communauté, on voit apparaître le phénomène de *relapse*. Le problème n'est plus alors l'adoption, mais le maintien des comportements de prévention. Une nouvelle stratégie de communication est mise en place pour éviter les dérapages vers la prise de risque, qui s'appuie sur l'identification des bons exemples de prévention et sur les échanges entre chercheurs et militants, puisqu'à cette époque, les groupes de parole se multiplient.

La phase suivante arrive en même temps que les trithérapies. On observe alors l'émergence de questionnements, de tentatives et d'expérimentations, sans que l'on puisse caractériser cette période par des grandes tendances.

Premier point, à la fin des années 90, on assiste à la médiatisation du phénomène de *bareback*, ce qui va entraîner un questionnement sur la sexualité des séropositifs et sur la prévention à leur intention.

Deuxième point, on met en place une information systématique sur la possibilité d'obtenir un traitement post-exposition.

Troisième point, au tournant des années 1990-2000, on voit apparaître la nécessité de remobiliser les cadres associatifs gays et lesbiens autour du problème de la prévention. Alors que la prévention avait pris une place *a minima* dans l'ensemble des structures de l'homosexualité – commerces, associations de loisirs, associations de convivialité, ces structures étaient peu à peu revenues à leur objet premier et la problématique du sida avait disparu.

Quatrième point : on entreprend une prévention plus globale comprenant les autres IST.

Sans doute faudra-t-il attendre un peu plus pour proposer une synthèse efficace de cette dernière période, à l'issue encore incertaine.

FRANCE LERT, AUTEUR DE « TRAITER DE L'HOMOSEXUALITÉ EN MILIEU SCOLAIRE »

Traiter de la prévention des risques de contamination en milieu scolaire est inévitable. Les jeunes homosexuels masculins doivent en effet être tout particulièrement ciblés par les campagnes, car d'une part ils ne bénéficient pas

encore de l'expérience de leurs aînés – il y a peu de transmission d'information entre les générations – et d'autre part les études montrent qu'ils s'exposent à des risques plus importants que les hommes plus âgés. C'est donc une responsabilité importante que de préserver cette population de la diffusion de l'infection à VIH.

Or les brochures sur l'homosexualité diffusées par l'Éducation nationale sont encore loin de répondre à cette réussite. Si elles prônent évidemment la tolérance et s'insurgent contre l'homophobie, elles ne constituent guère que des déclarations de bonnes intentions et ne rentrent pas dans le détail. Retranchées derrière un discours générique sur les droits de l'homme et un prétendu « respect de l'intimité », elles ne font qu'effleurer les problèmes qui se posent réellement aux jeunes homosexuels.

Au-delà du discours, il serait peut-être nécessaire de permettre à l'identité gay d'exister en tant que telle dans l'établissement, en commençant par reconnaître l'existence des homosexuels parmi les élèves comme parmi les enseignants, puis en offrant aux associations d'homosexuels une place, *via* les conseils d'établissement par exemple. Il faut en effet, comme cela s'est fait dans la population générale, favoriser la prise de parole par les gay eux-mêmes, et les placer à l'origine du discours sur leur identité. Même s'ils ne sont proportionnellement que peu nombreux, ils constituent, au sein des gigantesques établissements scolaires actuels, des groupes de quelques dizaines d'élèves dont on ne peut nier plus longtemps l'existence. Les enquêtes ACSJ de 1994, et plus récemment une étude menée par le Centre gay & lesbien, montrent bien que les jeunes ayant une tendance homosexuelle cherchent à parler à leur entourage et à partager leurs interrogations. Il est donc urgent de les écouter – et, pour ce faire, de mener des actions qui traitent explicitement de la place des homosexuels au sein de la communauté scolaire et extrascolaire.

QUESTIONS DE LA SALLE

FABRICE CLOUZEAU

Les jeunes gays disent ne pas utiliser de préservatifs. Cela pose donc la question de la transmission des comportements de prévention des plus âgés vers les plus jeunes, ou peut-être simplement de la prise en compte de la conscience du risque VIH.

FRANCE LERT

On ne peut pas affirmer que les jeunes homosexuels n'utilisent pas de préservatifs. Certaines réponses aux questions du baromètre gay laisse entendre qu'ils sont plus souvent exposés au risque, sans réellement permettre de le chiffrer. On sait par ailleurs que, chez les adolescents en général, la norme de prévention reste majoritaire. Cela dit, il est vrai que les jeunes homosexuels n'entrent pas dans la sexualité de la même manière que les hété-

rosexuels. Les âges et les pratiques sont différents : le flirt est très rare, les expériences se font, pour les garçons, avec des hommes beaucoup plus âgés qu'eux... Or les actions de prévention qui sont adressées aux jeunes en général ne sont pas du tout adaptées à ce genre de situation. Ce qui est mis en scène, même si on évoque l'homosexualité, ce sont les relations entre les garçons et les filles. Il n'y a à l'école ni lieu, ni temps, où l'on parlerait aux jeunes homosexuels en tant que tels pour les aider à construire leur façon de réagir à une éventuelle exposition au risque. On renvoie au mieux les jeunes vers la ligne Azur ou vers les associations, mais on peut se demander s'il ne serait pas plus efficace de s'adresser à eux là où ils vivent, comme cela se fait tout naturellement pour les hétérosexuels. De la même manière, la plupart des jeunes peuvent se nourrir de l'expérience de leurs aînés. C'est nettement moins vrai pour les jeunes gays, qui ne savent rien du « vécu » homosexuel, de l'expérience dramatique du VIH, de la perte d'amis ou de conjoints, d'une vie passée à combattre l'épidémie. Il y a effectivement un vrai problème de la transmission des savoirs au sein même de la communauté.

HERVÉ BAUDOIN, SIDA INFO SERVICE

Sida Info Service va publier une brochure sur l'homophobie à destination des professionnels qui encadrent les jeunes. Disponible notamment par téléchargement sur le site de la ligne Azur, elle sera imprimée à 40 000 exemplaires, ce qui est encore trop peu. Financé par la DGS et l'INPES, soutenu entre autres par l'Éducation nationale, le projet s'est organisé autour d'un comité de pilotage réunissant des associations gays et la FCPE. Le contenu s'articule en quatre axes : la violence physique, la violence verbale, la norme sociale et l'estime de soi, enfin la santé.

CONCLUSION

PROFESSEUR MICHEL KAZATCHKINE, DIRECTEUR DE L'ANRS

Il est remarquable que l'association de l'ANRS et du Crips donne lieu à un travail de recherche aussi approfondi, rigoureux, et riche que l'ouvrage *Homosexualités aux temps du sida* et nous devons nous en féliciter. La mise en perspective de 15 ans d'histoire était nécessaire, mais complexe. Cette 53^e rencontre du Crips en a souligné les enjeux – elle a également réveillé quelques frustrations. Ainsi, France Lert a évoqué les prochains recoupements possibles entre l'enquête Vespa, l'Enquête Presse Gay, une enquête en population générale, et peut-être même les premiers éléments d'une grande enquête sur la sexualité des Français. Cette « méta-analyse », ce regard synthétique, fait encore défaut. Il faut peu à peu sortir de ces itinéraires verticaux, parallèles, pour proposer une vision plus transversale de l'histoire de l'homosexualité.

Autre lacune, qui découle de la première, les grandes dates de rupture, de transformation, restent floues. Marie-Ange Schiltz a présenté 1991 comme une date de changement dans les comportements. Mais, pour certains épidémiologistes, la rupture se situe plutôt en 1999 : les données d'incidence ou de prévalence montrent en effet qu'il y a un point de rupture cette année-là, que nous n'avons pas évoqué dans le débat de ce soir.

Nous avons également beaucoup tourné autour de la question des personnes séronégatives *versus* les personnes qui se savent contaminées. Mais le vrai problème n'a pas été abordé de front : quid de ceux qui ne se font pas dépister et découvrent leur contamination en même temps que leur sida, quid de ceux qui dissimulent leur séropositivité ? Qu'allons-nous proposer à ceux qui se réfugient dans le déni ?

Peut-être faut-il encore améliorer notre réactivité pour proposer, dès la publication des résultats de nos enquêtes, des outils de prévention adaptés.

Dernière amélioration possible pour ce type de rencontre : multiplier nos échanges, partager nos savoirs. Et c'est là le vrai rôle de l'ANRS : plus qu'un simple bailleur de fonds, l'agence se veut être un véritable forum de la recherche sur le sida, un lieu de rencontres et de synergies, pas simplement un incubateur de projets autonomes. S'écouter, s'accorder, travailler de concert, constituent très probablement les clefs de notre efficacité.

David Heard
France Lert
Bénédicte Astier
Antonio Ugidos

ISSN 1242-1693



CRIPS

date de parution : novembre 2003
292 pages
ouvrage gratuit

Cet ouvrage est disponible auprès de l'ANRS :
Service information scientifique et communication
101, rue de Tolbiac / 75013 Paris
information@anrs.fr / www.anrs.fr